

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. LXXXII.

---

*Du Vendredi 19 Septembre 1789.*

*Séance de Mercredi soir.*

**L**E comité de rédaction s'étoit occupé de l'arrêté sur le commerce des grains, & la lecture en a été faite à l'assemblée qui l'a adopté ; le voici :

L'assemblée nationale, après avoir ouï le rapport du comité de subsistances, desirant assurer l'exécution des différentes dispositions du décret qu'elle a rendu le 29 août dernier, a décrété & décrète :

## ARTICLE PREMIER.

Que ceux qui s'opposeront directement ou indirectement à la libre vente & circulation des grains & farines dans l'intérieur du royaume, seront poursuivis extraordinairement, comme perturbateurs de l'ordre public.

## ART. II.

Que ceux qui exporteront des grains & farines à l'étranger, seront aussi poursuivis devant les juges ordinaires,

*Tome III.*

B

## A R T. I I I.

Que ceux qui feront circuler des grains & farines dans les trois lieues des frontières , excepté cependant les côtes maritimes , seront assujettis aux mêmes formalités que celles indiquées pour le transport par mer , par l'article II du décret du 29 août dernier.

## A R T. I V.

Que dans l'un & l'autre cas on fera tenu de donner bonne & suffisante caution devant les municipalités des lieux du départ , de rapporter les certificats de déclaration des municipalités du lieu de la destination & du chargement ; & que faute de rapporter ledit certificat , dans le délai prescrit par les municipalités , suivant l'éloignement des lieux , il sera prononcé contre les contrevenans une amende égale à la valeur des grains & farines déclarés.

## A R T. V.

Que ceux qui contreviendront aux dispositions de l'article II du décret du 29 août dernier , & à l'article III du présent , encoureront la peine de la saisie & confiscation des grains & farines qu'ils transporteront ou feroient transporter chez l'étranger pour le produit en être appliqué aux hôpitaux des lieux , & frais de saisie & vente prélevés.

## A R T. V I.

Que ceux qui auront rapporté dans le royaume des bleds venant de l'étranger & qui en auront fait constater la quantité , la qualité , l'introduction & le dépôt par les municipalités , auront la liberté de les exposer si bon leur semble , en se conformant aux règles & formalités établies pour les entrepôts.



Sa Majesté sera suppliée de donner des ordres nécessaires pour la pleine & entière exécution pour promulgation du présent décret & de celui du 29 août dernier, dans toutes les villes municipales & paroisses du royaume, ainsi que dans toutes cours & juridictions ordinaires.

On s'est occupé ensuite de la gabelle; on a discuté les différens projets provisoires ou définitifs, propres à adoucir, à détruire ou à remplacer cet impôt désastreux.

Plusieurs membres ayant demandé que cette affaire fût ajournée à vendredi, afin que dans ce délai, les généralités soumises à la gabelle, pussent s'assembler & s'accorder sur les projets proposés, l'affaire a été renvoyée à ce jour-là.

### *Séance d'hier matin.*

Elle a été employée à faire les deux *appels nominatifs*; le premier, sur la proposition de M. le président de mettre dans le procès-verbal, que les trois principes énoncés dans le décret ont été adoptés à l'unanimité des suffrages; le second, sur l'adoption des termes dans lesquels le décret étoit rédigé.

Mais avant que l'appel ait été commencé, un de MM. les secrétaires a lu l'adresse de la principauté de Donnezan, près les Pyrénées, qui consent à l'abolition de ses privilèges, mais qui demande la conservation de son tribunal.

MM. les officiers du régiment de Beauvoisis, en garnison à Landau, ont adressé leurs hommages à l'assemblée nationale, & réclament, en même-temps, contre les abus de l'administration militaire.

Tandis que les villes reçoivent des embellissemens dans les édifices, que le luxe ou l'orgueil élèvent de toutes parts; un particulier veut donner à la capitale du Languedoc,

une décoration bien supérieure à tous les momumens que la flatterie a élevé à tant de monarques. M. Magenty offre à l'assemblée nationale de consacrer une statue équestre au restaurateur de la liberté Française, au milieu de la place-royale de Toulouse. Il étoit digne d'une grande cité, qui depuis plusieurs siècles élève des statues aux *hommes illustres*, de posséder le premier monument dédié au plus populaire des rois.

Au milieu des cris & des déclamations que la destruction de la féodalité arrache à quelques-uns de ses antiques possesseurs, on entend du moins de temps en temps les cris de la reconnoissance des peuples des campagnes envers des seigneurs qui, en cessant de l'être, ne veulent exiger de leurs anciens vassaux que le droit d'être bénis par eux. Il semble qu'il soit réservé au Dauphiné de donner toujours des grands exemples de bienfaisance politique. Une délibération des habitans d'une commune de cette province, annonce à l'assemblée nationale que M. *Hugues*, président de la chambre des comptes, leur seigneur, vient de *renoncer en leur faveur, sans aucune indemnité, à tous les droits seigneuriaux réels & personnels, universels & particuliers*. On sent bien qu'un pareil acte de générosité a été vivement applaudi par tous les membres de l'assemblée nationale, & qu'il trouvera des imitateurs dans une nation grande & généreuse. Ainsi la bienfaisance contribuera avec la raison publique à chasser la féodalité dans les glaces du nord, dont, pour le bonheur de l'humanité, elle n'auroit jamais dû s'échapper.

Après la lecture des procès-verbaux des jours précédens, M. le président a annoncé l'appel nominatif sur le décret qui avoit été l'objet de deux jours de débats. M. Biauzat a rappelé qu'il avoit été convenu la veille qu'il y auroit deux appels successifs, & que l'assemblée s'étoit séparée



dans cette résolution. M. Regnaut a insisté aussi pour que les deux appels nominatifs fussent faits comme ayant été remis à la séance actuelle.

M. Charles de Lameth les a réclamés comme le seul moyen de lever les doutes qui paroissent couvrir les délibérations précédentes, & terminer au plutôt des débats inutiles; autrement ce seroit, disoit-il, faire accuser l'assemblée de manquer de patriotisme, lui faire perdre un temps précieux pour la constitution, & la livrer à des dissensions intestines.

S'étant élevé quelques légères difficultés sur le renvoi des deux appels nominatifs, M. de la Chaise s'est empressé de rétablir la vérité des faits, & de réclamer l'appel sur les deux objets.

M. le président a ordonné qu'il fût fait par oui ou par non, sur l'acceptation de sa proposition; en voici le résultat... 541 voix contre 438 ont adopté qu'il fût écrit dans le procès verbal, que les trois maximes, *de l'inviolabilité de la personne du roi, de l'inviolabilité du trône & de l'hérédité de la couronne* de mâle en mâle, avoient été déclarées à l'unanimité des suffrages. Il est bon que tous les habitans du royaume apprennent que leurs représentans sont leurs organes fidèles, & qu'aussi-tôt que ces trois maximes fondamentales de la monarchie française ont frappé leurs oreilles, elles ont aussi-tôt retenti dans leurs cœurs, & que deux fois ils se sont levés pour consacrer ces maximes par acclamation.

En effet, les débats ne s'étoient élevés que sur la *rédaction*, relativement à une motion qui avoit été faite sur la renonciation de la maison d'Espagne; motion impolitique peut-être, ou du moins prématurée, & qui avoit fait rechercher une forme de rédaction qui ne statuât rien sur des questions qui peut-être ne se présenteront jamais.

C'est sur cette rédaction que le second appel nominatif

a été fait. Le résultat a été, à une très-grande majorité pour l'acceptation de la rédaction suivante ; « L'assemblée nationale a reconnu par acclamation, & déclare comme points fondamentaux de la monarchie française, que la personne de roi est inviolable & sacrée, que le trône est indivisible, que la couronne est héréditaire dans la race régnante, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle & absolue des femmes & de leur descendance, sans entendre rien préjuger sur l'effet des renonciations. »

Le comité d'agriculture devoit s'assembler hier au soir pour des affaires importantes.

Les autres comités établis en exécution des arrêtés du 4, s'occupent toujours des loix qui doivent les développer.

Le nouveau comité de constitution s'occupe des municipalités, & fait espérer que le royaume aura bientôt un plan d'administration & d'organisation municipales & provinciales, si nécessaire à sa tranquillité.

Le comité de finances continue toujours ses travaux, & nous nous empressons de donner ici la notice des différens départemens qu'il a établis.

« Le comité des finances, l'un des plus importants, sans doute, est chargé d'examiner la recette & la dépense de l'état, de vérifier le déficit, de constater la dette, de scruter tous les départemens, d'approfondir les abus, d'acquiescer tous les projets d'économie & de restauration, de les extraire, de les combiner, de présenter des plans sur l'amélioration de la forme de l'impôt, sur la diminution des frais de perception, sur l'amortissement de la dette, sur l'ordre à établir pour extirper tous les abus, guérir la partie la plus malade, sans contredire, du corps politique, profiter de toutes ses ressources, & en ramener d'abord la confiance, ensuite le crédit, enfin l'abondance dans tous les canaux de la circulation, faire fleurir



une branche d'administration sans laquelle toutes les autres se dessèchent , & qui seule peut redonner la vie & la fraîcheur à tout l'empire.

Sans doute il n'est point de fonctions plus augustes que celles qui associent ainsi ceux qui les remplissent à la fortune & au salut de l'état. Elles ont été confiées à 65 membres, dont 30 ont été élus dans les bureaux & au scrutin, & les 35 autres par les généralités; on a adopté cette forme pour les connoissances des localités, si nécessaires en matières de subside, ne fussent point étrangères au comité des finances.

M. le comte de la Tour-du-Pin en avoit d'abord été nommé président, mais forcé de quitter cette place, lorsque le roi l'appella au conseil & au ministère de la guerre, le comité lui a donné un successeur, ainsi qu'à M. l'archevêque de Bordeaux, auquel sa majesté venoit de confier les sceaux.

Les officiers actuels de ce comité sont,

M. le duc d'Aiguillon, président.

M. l'archevêque d'Aix, vice-président.

M. de Gouy d'Arcy.....	} Secrétaïres.
M. Anson.....	
M. Béranger.....	

Pour l'expédition & la facilité du travail intérieur, ce comité a profité du grand nombre de ses membres pour donner à son organisation toute l'utilité dont elle étoit susceptible.

Il traite, en assemblées générales, tous les objets d'intérêt général; mais il s'est divisé en deux sections, dont chacune embrasse un département complet, dont les détails sont confiés à sept ou huit membres désignés.

Ainsi, le département des recettes de tout genre, & prélèvement de toute espèce, des rentes perpétuelles &

viagères, des intérêts d'effets publics, des gages représentans d'intérêts de la finance, des frais d'anticipation, &c. des indemnités à différens titres, des traitemens des receveurs, fermiers-généraux, &c. Les cinq administrateurs du trésor royal, &c. Les bureaux de l'administration générale,

Est assigné à Messieurs,  
 Le duc d'Aiguillon,  
 L'archevêque d'Aix,  
 Le duc de Biron,  
 L'abbé de la Salcette,  
 Périer.  
 Couder.  
 Anson.  
 Dalli.

Le département de la guerre, comprenant les troupes réglées, les troupes provinciales, l'artillerie, les fortifications, le génie, les maréchaussées,

Est assigné à Messieurs,  
 Le duc de Liancourt,  
 Le comte de la Blache,  
 Le vicomte de Noailles,  
 Duboë de Crancey.  
 Kytspotter.  
 Vernier.  
 Gauttier,

Le département de la marine, comprenant les ports, les classes, le commerce, les consulats, les colonies, Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, Tabago, Cayenne, Contois, Gaurée, Sénégal, Juda, Pondichéri, l'Isle de France, l'Isle de Bourbon,

Est assigné à Messieurs  
 Le marquis de Gouy,



Le Marquis de Montesquiou.

L'abbé de Lompré.

Le Couteulx de Canteleu.

Jarry.

De la Fargue.

Larade.

Les départemens des affaires étrangères, comprenant les passe-ports aux ambassadeurs, &c. les gages des ministres, ceux des conseillers d'état, maîtres de requêtes, &c. le traitement des intendants des provinces, ceux de leurs subdélégués, &c. le jardin royal des plantes, la bibliothèque du roi, les universités, les académies, &c....

Est assigné à Messieurs

Lebrun.

L'abbé Chatifel.

L'abbé Jaillet.

Le marquis de Lacoste.

Dupont.

Vollius.

Poya de Lhebai.

Le département de la maison du roi, comprenant la maison de la reine, la maison de Mesdames, &c. la maison de Monsieur, la maison de M. le comte d'Artois, &c. le département de Paris :

Est assigné à Messieurs

Le comte de Castellane.

L'abbé de Villaret.

L'abbé Gibert.

Le comte de Puifaye.

Mathieu de Rondeville.

Roca.

L'abbé Goutte.

Le département des pensions, comprenant les fonds réservés sur la loterie &c., les actes de bienfaisance, les secours à des Hollandois réfugiés, les secours aux communautés & maisons religieuses, les dons, les aumônes, les hôpitaux, &c. ....

Est assigné à Messieurs

L'archevêque d'Arles,  
Le comte de Croix,  
Le baron d'Arambure,  
L'abbé Mayer,  
Garesche,  
Schewent,  
Nicodème.

Le département des provinces, comprenant les travaux de charité, la destruction de la mendicité, les remises en moins imposées sur les provinces; les haras des provinces, les dépenses variables des provinces,

Est assigné à Messieurs

Béranger,  
Le marquis de Blacons,  
L'abbé Genetet,  
Biaile de Gérmon,  
Aubri du Bochet,  
Grenier,  
Duvel de Grandpré.

Le département des pont & chaussées, comprenant les entretiens & réparations des bâtimens, l'entretien du pavé de Paris, la police de Paris, le guet & garde de Paris, les travaux dans les carrières,

Est assigné à Messieurs

Burdelot,  
L'abbé de Surade,  
Goyard,



Le baron de Sernon,  
 La Terrade,  
 Le Jéans,  
 Rocque.

Le département des mines, comprenant le traitement & autres dépenses du département des monnoyes, le commerce &c., les primes & autres encouragemens pour le commerce, les dépenses des plantations dans les forêts, les frais de procédures criminelles, les engagemens à temps avec le clergé, les dépenses imprévues,

Est assigné à Messieurs

Le comte de Ruillée,  
 L'abbé Godefroi,  
 L'abbé Forêt de Masmouri,  
 Naurissar,  
 Gouje-Carton,  
 Marquies.

Chacune de ces neuf divisions a nommé un de ses membres pour examiner les projets qui, de toutes les parties de la France sont envoyés au comité, & douze membres ont aussi été élus pour porter au premier ministre des finances, les idées du comité, recueillir ses observations & les rapporter au comité général, qui alors délibère, prend un arrêté, fait un rapport & présente son opinion à l'assemblée nationale, qui discute, rejette ou approuve.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 l. 10 s., franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.